
Documents sauvegardés

Mercredi 8 avril 2020 à 15 h 06

1 document

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Libération

8 avril 2020

«Macron est-il le mieux placé pour parler de patriotisme économique?»

... ARNAUD MONTEBOURG Interview Promoteur de la «démondialisation» depuis dix ans, l'ancien ministre du Redressement productif dénonce le «transformisme intellectuel» du gouvernement pendant la crise et appelle à inventer une nouvelle puissance ...

3



Nom de la source

Libération

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 2



p. 4



Mercredi 8 avril 2020

Libération • p. 2,3,4,5 • 1940 mots

«Macron est-il le mieux placé pour parler de patriotisme économique?»

Recueilli par Lilian Alemagna

ARNAUD MONTEBOURG Interview Promoteur de la «démondialisation» depuis dix ans, l'ancien ministre du Redressement productif dénonce le «transformisme intellectuel» du gouvernement pendant la crise et appelle à inventer une nouvelle puissance publique, indépendante.

Ancien ministre du Redressement productif puis de l'Economie de François Hollande jusqu'en 2014, Arnaud Montebourg défend depuis dix ans le concept de «démondialisation», prônant la réappropriation des secteurs industriels stratégiques par l'Etat. En retrait de la vie politique depuis son échec à la primaire de la gauche en 2017 et désormais à la tête de deux entreprises équitables : Bleu Blanc Ruche (miel) et la Mémère (glace bio), il redonne de la voix à la faveur de la crise sanitaire, économique et sociale du coronavirus. Sévère sur l'action d'Emmanuel Macron et de la majorité, il appelle l'Etat à engager une «reconstruction écologique»: «Le moins d'importations possible, une économie davantage tournée vers le marché intérieur continental avec des bons salaires et de meilleurs prix pour rémunérer ceux qui produisent ici.» Le 12 mars, lorsque vous entendez Emmanuel Macron déclarer que c'est une «folie» de «déléguer [] notre protection [] à d'autres» notamment en matière de santé, vous tombez de votre canapé ? Pour moi, les discours n'ont aucune valeur. Ce qui m'intéresse, ce sont les actes. Qu'a

«Photo Bruno Ansellem

Arnaud Montebourg, mardi à Montret (Saône-et-Loire).

fait Emmanuel Macron en la matière depuis 2014 ? A Bercy - où il m'a succédé -, il a malheureusement abandonné les 34 plans industriels de reconquête de notre souveraineté technologique, et il y a en avait un important dans le secteur des équipements de santé dont aujourd'hui nous aurions bien besoin. Le chef de l'Etat est-il le mieux placé pour mener une politique de patriotisme économique, après avoir laissé filer Alstom, Technip, Alcatel, et combien d'autres? Ces dernières années, la puissance publique n'a jamais voulu être présente pour pallier les défaillances du privé. Un exemple: avoir laissé Sanofi délocaliser la production de paracétamol en Chine et en Inde, alors que nous aurions pu utiliser la commande publique à des fins patriotiques pour maintenir la production en France. Le résultat est qu'on rationne aujourd'hui les Français en boîtes de paracétamol. Mais lorsque Bruno Le Maire parle de «nationalisations» et de «patriotisme économique», vous le vivez comme une victoire

© 2020 SA Libération. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 8 avril 2020 à UNIVERSITE-DE-LILLE-III à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200408-LI-158937902

idéologique ? Ce transformisme intellectuel aura du mal à trouver sa crédibilité. Ces personnes ont enfilé un costume, une apparence, mais **est**-ce une réalité ? A Bercy, lorsque j'ai proposé des nationalisations, Emmanuel **Macron** expliquait que l'on n'était «pas au Venezuela» et aujourd'hui lui-même propose donc **de** «faire **le** Venezuela» Les national- Suite page 4 Suite **de** la page 2 sations sont tout simplement des outils naturels d'exercice **de** la souveraineté et **de** l'indépendance nationale. Si beaucoup **le** découvrent aujourd'hui, je m'en réjouis. Mais que **de** temps perdu, d'usines fermées, **de** brevets, **de** salariés et **de** savoirfaire abandonnés qu'on aurait pu conserver Dans un autre moment **de** sa vérité, **le** Président avait qualifié ces Français anonymes qui travaillent dur **pour** vivre **de** gens «qui ne sont rien». Va-t-**il** soudain proclamer qu'ils sont «tout» ? Car ils comptent effectivement **pour** beaucoup, ceux, injustement méprisés, qui font tourner **le** pays, caissières, éboueurs, infirmières, instituteurs, manoeuvres et journaliers **de** l'agriculture. Combien d'autres contorsions avec ses convictions devra-t-**il** accomplir encore **pour** retrouver la grâce électorale perdue ? Que dit cette crise **de** l'état **de** notre Etat ? Notre pays s'**est** soudé dans son histoire à travers la construction d'un Etat fort qui unifie et protège. La France a survécu aux plus graves tourments grâce à lui. Lorsqu'on constate une faiblesse chez cet Etat protecteur, on a **le** sentiment d'un affaissement du pays. C'**est** cette sensation d'humiliation que nous éprouvons en ce moment : en matière sanitaire, notre Etat a été imprévoyant, inconséquent et à l'évidence incapable **de** faire face, comme les contre-exemples **de** la Corée du Sud ou **de** Taïwan **le** démontrent. La faute à qui ? **De** nombreux rapports (parlemen-

taires, scientifiques et même **de** technocrates aujourd'hui au pouvoir) ont alerté, ces dernières années, sur les risques en cas **de** forte épidémie. Ils ont été ignorés. Les décisions ont été prises en fonction d'intérêts **de** court terme. Nous payons **le** prix en nombre **de** morts **de** cette conception stupidement budgétaire et fausement managériale **de** l'Etat. Car la France a adapté sa politique sanitaire à des moyens médicaux insuffisants. Résultat : on confine tout **le** pays et on détruit l'économie **pour** permettre aux chiches moyens médicaux **de** faire face. C'**est** reconnaître que **le** coût **économique** et social énorme qu'aura cette crise aurait pu être atténué si nous avions investi dans nos hôpitaux et dans notre industrie des matériels **de** dépistage et **de** protection.

Il faudra donc demain des budgets **pour** l'hôpital beaucoup plus conséquents Ça va bien au-delà **de** l'hôpital ! **Il** s'agit là **de** notre indépendance productive et technologique.

C'**est**-à-dire ? Nous avons besoin d'inventer une nouvelle puissance publique, capable **de** nous conduire dans les crises et les transitions. Qui n'applique pas seulement des règles mais traite avant tout les problèmes. Aujourd'hui, nous avons une technocratie qui applique des process, des réglementations et des normes. Cela bloque toute une société - d'élus locaux, **de** PME, d'agents publics, d'associatifs - qui essaie, elle, **de** s'organiser et **de** se débrouiller. **Le** technocratisme vertical nous coule ! En même temps vous ne pourrez pas changer tous les fonctionnaires Ce ne sont pas eux qui sont en cause mais l'organisation **de** l'Etat. Elle **est** obsolète. Face aux marchés, l'Etat a été incapable d'affirmer nos intérêts collectifs et s'**est** dévitalisé. Voilà près **de** vingt ans que nos gouver-

nants s'appliquent à réduire **le** champ **de** l'Etat. On voit **le** résultat: un Etat qui organise sa propre défaisance **est** donc défait en période **de** combat. Une reconstruction majeure se présente devant nous. Et **il** faudra s'y employer avec des règles nouvelles décidées avec la société, par les citoyens et les consommateurs. Les premiers parce qu'ils vont décider d'organiser la société à travers **de** nouveaux choix politiques. Les seconds parce qu'ils voudront, dans les produits qu'ils choisiront **pour** leur vie quotidienne, obtenir la preuve que les humains qui les auront fabriqués sont proches d'eux et auront défendu les mêmes valeurs d'équité sociale et environnementale qu'eux. Un «Made in France» écolo ? Pas seulement. **Il** s'agit d'une reconquête **de** notre souveraineté au sens large: alimentaire, technique, numérique, énergétique. Pourquoi importer tant **de** pétrole ? Cette question va très vite se poser **Il** va falloir recentrer **le** plus possible nos économies sur ce que nous sommes capables **de** produire. C'**est** ce que j'appelle la «reconstruction écologique»: **le** moins d'importations possible, une économie davantage tournée vers **le** marché intérieur continental, avec des bons salaires et **de** meilleurs prix **pour** rémunérer ceux qui produisent ici. **Est**-ce la suite **de** votre constat **de** «démondialisation» fait en 2011 ? C'**est** la mise en oeuvre d'une politique que j'ai appelée «Made in France» lorsque j'étais à Bercy. Car la mondialisation telle qu'on l'a connue **est** instable, dangereuse et non-démocratique. Personne n'a obtenu **de** mandat **pour** mettre en concurrence des Etats qui esclavagisent leurs travailleurs, piétinent les lois environnementales élémentaires, avec des nations qui ont à leur actif deux cents ans d'acquis syndicaux et sociaux et des lois environnementales

d'avant-garde. C'est pourquoi la fragmentation de la mondialisation me paraît irrésistible.

Mais la technostruture en place est-elle capable de mettre en oeuvre des tels changements ? C'est la société tout entière qui définira ses objectifs et ses buts de paix. Tout cela sera débattu et arbitré démocratiquement. Aujourd'hui, dans la société, il y a des tas de ressources, y compris dans les corps de l'Etat, qui ne demandent qu'à être stimulées. L'Etat a sacrifié la préparation de l'avenir. La crise que nous vivons nous prouve qu'il faut penser et bâtir le long terme.

Vous diriez-vous désormais «souverainiste» ? J'utilise le mot d'«indépendance». Etre indépendant, c'est ne pas dépendre des autres, décider pour nous-mêmes. La France, pays libre, n'a pas vocation à être assujettie aux décisions des autres. Pas plus de la Chine et des Etats-Unis que de l'Union européenne quand les décisions sont gravement contraires à ses intérêts. L'exercice de la souveraineté est un de nos fondements depuis la Révolution française qui l'a conquise sur les monarques. Si on sort des débats de positionnement politique et que l'on reste sur les contenus, je continuerais à parler d'«indépendance»: militaire et stratégique (c'est la bombe atomique), énergétique (c'était le nucléaire et ce sont désormais les énergies renouvelables), technologique (ce sont nos industries pharmaceutique, aéronautique, automobile, ferroviaire aujourd'hui affaiblies), numérique (ce sont les Gafa qui nous manquent).

Comment observez-vous les nouveaux désaccords au sein de l'UE dans cette crise sanitaire ? Si certains Etats refusent hélas de mutualiser les dettes, après tout ils prennent le droit d'être

égoïstes, ce qui nous autorisera pour une fois à l'être enfin pour nous-mêmes ! En revanche, tous devront dire ce que nous faisons de nos futures montagnes de dettes publiques et privées. Faites un premier calcul pour la France : le coût du chômage partiel, plus les réinvestissements dans le secteur sanitaire, plus les crédits garantis par l'Etat aux banques, plus toutes les faillites que l'on essaiera d'éviter. Tout cela mis bout à bout, dans six mois, on sera pas loin de 300 milliards d'euros au bas mot ! Aujourd'hui, aucun traité européenne le permet et le virus va mettre tous les pays - au Nord comme au Sud - à égalité. Que fera-t-on ? Imposer des plans d'austérité ? Pas question de refaire les mêmes erreurs qu'il y a dix ans. Reste alors deux solutions : lever encore des impôts ou bien annuler ces dettes. Le débat qu'il faut ouvrir n'est donc pas seulement la «mutualisation» des dettes mais leur annulation. La France devra demander que la Banque centrale européenne monétise ces dettes car elles seront insoutenables. Personne ne sera spolié. Il s'agira de faire tourner la planche à billets comme l'ont fait la Banque d'Angleterre et la Réserve fédérale américaine après la crise de 2008. C'est ce que l'UE aurait dû faire au lieu d'imposer des cures d'austérité qui ont détruit les services publics. Des décisions qui, aujourd'hui, se paient en morts dans nos hôpitaux et nos Ehpad. Oui, «l'argent magique» existe pour les Etats dans certains cas quand ils le décident. Ces derniers vont donc sortir renforcés de cette épreuve comme outils de direction de l'économie. C'est un point très important et très positif.

Mais ne craignez-vous pas au contraire un renforcement des nationalismes ? Soit l'Union européenne sert à traiter les problèmes des gens, soit les gens se

passeront de l'UE et elle sera à son tour victime du Covid-19. C'est aussi simple que cela. Tout le monde va devoir réviser ses précés de catéchisme européen.

Dans Libération, Julien Dray a appelé à ce que «la gauche» - dont vous êtes issu - soit «au coeur d'un grand front républicain arc-en-ciel». Qu'en pensez-vous ? J'ai trente ans de socialisme dans les jambes. Mais aujourd'hui, je ne suis plus rattachable à un quelconque parti politique. Je suis «inorganisé» et je ne sais plus ce que «la gauche» veut dire parce que «la gauche» a mené des politiques de droite et enfanté Emmanuel Macron. Lorsque j'ai quitté le gouvernement de Manuel Valls, on m'a dit qu'on ne partait pas pour 15 milliards d'euros à redistribuer aux ménages. Ces «15 milliards», c'est la somme finalement arrachée par les gilets jaunes en 2018 ! Je ne sais plus ce qu'est «la gauche», même avec une couche de peinture écologique dessus. En revanche, je sais ce que sont la France et les aspirations des Français. Que comptez-vous alors apporter ? Une analyse, une vision, des idées, de l'entraide et chacun en fera ce qu'il voudra. ?

Encadré(s) :

«Personne n'a obtenu de mandat pour mettre en concurrence des Etats qui esclavagisent leurs travailleurs, piétinent les lois environnementales élémentaires.»